



V7-00113  
502628  
Eco So H15

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 7

Session : 2025

Épreuve de :

ESH - Essec et HEC

### Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Les fractures sociales affectent-elles la réalisation des équilibres économiques ?

"L'école est l'instrument qui transforme ceux qui héritent en ceux qui méritent" affirmait Bandier et Passeron dans Les Héritiers. Les fractures sociales au sein de la société française que ces derniers dénonçaient déjà en 1974 sont toujours d'une triste réalité. En effet selon l'Institut des Politiques Publiques dans un rapport paru en 2021 intitulé "Quelle Démocratisation par les Grandes Ecoles au XXI<sup>e</sup> siècle?", la probabilité qu'un préparatoire intègre une grande école est multipliée par 25 si celui-ci est née à Paris. Si son père visait autrefois l'ESCP (respectivement l'ESSEC et l'ENA) alors il aura 67 fois (respectivement 86 et 330) plus de chances d'intégrer l'école qu'un élève issu d'un milieu social ou capital économique et culturel plus faible. Ces inégalités sociales liées au poids de l'origine sur la réussite scolaire sont plus marquées en France que partout ailleurs en Europe de l'Ouest selon les multiples enquêtes PISA des 10 dernières années. La création de cette "noblesse d'Etat" bandierienne conduit inéluctablement à fracturer encore plus le corps social. Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle n'est pas sans coût; la fracture sociale occasionnée par ces inégalités opère un tri dans la population active et une panne de talents formant sans date les innovateurs de demain reste inexploitée alors qu'elle pourrait contribuer à la quête de l'Etat à ramener son niveau de croissance effective à celui de croissance potentielle. Ici, la fracture sociale naît d'une inégalité inhérente au système capitaliste, or elle peut aussi s'expliquer par des inégalités de capital culturel et économique, par l'accumulation de plusieurs générations souffrant d'une faible mobilité sociale, par la distance géographique au sein d'un même Etat (inégalité géographique), par l'âge (aujourd'hui le niveau de vie d'un retraité est supérieur à celui d'un actif en moyenne), par l'héritage ou encore l'érosion d'une conscience de classe au sens marxiste du terme. La fracture sociale ou plutôt les fractures sociales naissent donc d'une situation inégalitaire. Depuis la révolution keynésienne lors des années 1930 nos Etats de Pays Développés sont devenus des

Etats incidence forte. Alors qu'avant leur prise était surtout à l'équilibre de leur balance des paiements dans le cadre de l'étalon-or, ils se sont de plus en plus engagés, à mesure que leur développement continuait, à réduire les inégalités sociales afin d'éviter une profonde fracture du corps social. L'Etat est en effet l'acteur institutionnel qui mène des politiques de redistribution pour faire passer du revenu primaire au revenu disponible. On a en comptabilité nationale  $\text{Revenu Primaire (issu du LI)} - P.O + \text{Transferts} = \text{Revenu Disponible des Ménages}$ . Via les PO (prélèvements obligatoires) et les transferts l'Etat peut donc agir sur les inégalités sociales et donc sur les fractures. Ces politiques affectent l'équilibre des finances publiques car elles sont tant des sorties (transferts) que des entrées (P.O) pour l'Etat. Cela est également lié au fait que les politiques conjoncturelles (celles dont le but est l'équilibre entre le PIB effectif et PIB potentiel) et les politiques structurelles (chargées d'accroître le PIB potentiel) sont un coût pour l'Etat, mais aussi et surtout un revenu pour les ménages qui sera à son tour redistribué dans la sphère économique via des opérations fiscales ou le simple acte de consommer. L'enjeu principal du sujet est là : Les fractures sociales provoquées par des inégalités représentent un coût pour l'Etat moderne, donc un déséquilibre des finances publiques, mais ce déséquilibre, via le jeu de la redistribution sociale, peut contribuer à la réalisation d'équilibres économiques (situation dans laquelle l'offre égalise la demande sur un marché - celui du travail, des biens et services, des fonds prêtés - et situation dans laquelle les grands indicateurs macroéconomiques - taux de chômage, croissance, inflation et solde extérieur - sont à des niveaux équilibrés, c'est-à-dire non préjudiciables pour l'économie réelle dans une vision plus normative que qui prend acte du fait que certains indicateurs ne peuvent pas constamment s'annuler). De plus la présence de fractures sociales appelant à des politiques de redistribution ou d'investissements peut permettre à un marché de retrouver un équilibre qu'il aurait autrefois perdu justement en partie à cause de la surabondance d'inégalités.

Comment la présence de fractures sociales affectent-elles la réalisation des équilibres économiques ?

Les fractures sociales nuisent en elles-mêmes à la réalisation des équilibres économiques car elles sont des déséquilibres et car elles provoquent des déséquilibres. Cependant les déséquilibres qui entraînent les fractures sociales appellent à des politiques de ré-équilibre, celles-ci ayant des effets d'entraînements positifs sur la réalisation d'autres équilibres.

Les fractures sociales affecteraient négativement, directement ou non, les objectifs posés sur la réalisation des grands équilibres macro-économiques. Étant le symptôme d'inégalités croissantes, leur présence contraint les États-Providence à mener à bien des politiques de redistribution sociale, d'une part, ce qui représente un coût et donc un déséquilibre au niveau des comptes publics. D'autre part, elles entraînent, par leur simple présence encore une fois, des déséquilibres économiques (sur le marché du travail par exemple ou au regard de l'« output gap »). La répétition des fractures sociales est qu'elles peuvent également nuire à la mise en place de certaines politiques dont l'objectif est la réalisation d'un équilibre économique mais plus encore que ces fractures s'auto-pérennient et donc d'un même coup auto-pérennient les déséquilibres et l'impossibilité de les atteindre pleinement et longtemps.

Une société rongée par les inégalités sociales va connaître rapidement en son sein l'émergence de grandes fractures sociales. À mesure que nous accumulons des inégalités d'accès à des ressources rares et socialement valorisées et valorisantes, ou que nous présentons des préférences de consommation ou de modes de vie différentes, nous contribuons à la fragmentation du corps politique social et ce faisant nous pouvons directement contribuer à entraver la volonté des acteurs publics ou privés de l'économie à réaliser des équilibres économiques. Premièrement nous savons que les fractures sociales sont le signe d'inégalités que l'État doit résoudre et que cela est très coûteux. C'est ce que défend Hervé Le Bras dans son ouvrage Se sentir mal dans une France qui va bien en montrant que l'État-Providence français est le plus développé et d'atout d'Europe avec une dépense par an et par habitant d'environ 2,500 € soit 3,000 € de plus que la moyenne de l'Union Européenne. En analysant les résultats de l'institut de sondage IPSOS il prend acte d'un « pessimisme à la française » en ce qui concerne la perception moyenne des Français d'appartenir à une « démocratie suffisante » ou non tandis qu'à leur propre estimation de s'ils ont ou non une grande possibilité d'ascension sociale. Le Bras pose qu'il y a un lien de corrélation positif entre le sentiment d'appartenir à une France fracturée de l'intérieur et la demande des Français en redistribution sociale. Alessina, Stantcheva et Teso dans Intergenerational Mobility and General Demand for Redistribution expliquent davantage ce lien en montrant que la « mobilité sociale ressentie » au sein d'un État par ses habitants, influe grandement la demande de ses habitants en prestations sociales. Elles affirment qu'aux États-Unis la mobilité sociale ressentie est plus forte qu'en France et que c'est pour cela que la demande de prestations y est plus faible. En France la mobilité sociale ressentie par les habitants étant faible (qui est empiriquement faible alors qu'aux États-Unis elle est plus forte mais est réellement faible) ils demandent bien plus et attendent plus des administrations publiques. En raison de ces fractures sociales, l'équilibre du budget des administrations publiques peut se trouver menacé. Elles expliquent en partie pourquoi ces APU (locales, nationales et sociales) sont déficitaires tout les ans depuis 1974. Ainsi, les fractures sociales sont en elles-mêmes un coût, et donc un déséquilibre, supporté par l'État.

Les fractures sociales entraînent des déséquilibres sur d'autres sphères que celles des finances publiques. En effet elles entraînent des déséquilibres sur le marché du travail par exemple. Dans L'Archipel Français Jérôme Fauriol soutient que la France est devenue "une société balcanisée" à l'image d'un archipel, scindée par des fractures sociales et divergences économiques, sociales et culturelles. Il explicite cette fragmentation à l'aide d'une série de tableaux de données. Dans un des tableaux de Fauriol apparaît le fait qu'alors que le taux de chômage national français est de 7,3% (données actualisées Avril 2025), il est de 14% à Alès dans le Gard, de 21% à la Réunion et de 26% à Mayotte. Les fractures sociales entraînent des divergences de possibilités d'accès à l'emploi créent des déséquilibres sur le marché du travail qui vont ensuite déboucher sur des déséquilibres entre ces régions et à leur au regard de la création de valeur ajoutée. Le lieu où les fractures sociales font le plus de dégâts sur l'équilibre de croissance que devrait tenir les Etats est sous l'ombre d'un date l'école. Comme soutenu précédemment le système scolaire français est inégalitaire et donne lieu à des fractures sociales qui représentent des préjudices par la quête à la croissance du PIB ou de la productivité par exemple. Le rapport de l'OCDE "L'investissement social est-il en panne?" ainsi que l'ouvrage de François Dubet et Marie-Danielle Bellat intitulé Les sociétés et leurs écoles soulignent que le trop métré processus de tri dans l'école publique représente une perte de croissance économique de l'ordre de 10 à 15 milliards d'euros par an à la France qui se prive d'une masse de talent et d'innovations. Ainsi les fractures sociales entraînent pas qu'un déséquilibre des finances publiques, celui-ci se propage à l'économie réelle et nuit à l'emploi, la croissance ou la productivité.

La présence de grandes fractures sociales semble donc grandement nuire aux variables de l'économie réelle. Elle est un déséquilibre qui génère des déséquilibres, mais pire encore, les fractures sociales s'auto-entretiennent et semblent donc auto-entretenu ce mécanisme négatif sur la réalisation des équilibres économiques. Dubet et Bellat dans Les places et les changes affirment que la méritocratie n'était qu'une "douce illusion" en fait qu'"une fois hypothétiquement pleinement réalisée, celle-ci serait aussi tôt annulée par la reproduction génétique des plus méritants". Le combat similaire peut être fait à propos de l'égalité de chances ou d'autres situations dans lequel il y aurait plus d'inégalités donc plus de fractures sociales importantes. C'est le concept d'héritage qui permet la reproduction de ces inégalités ainsi que donc la reproduction des fractures sociales. Dans Penser l'héritage écrit par Lucien Chancel, Landais et Stancheva il est soutenu que le métré est la figure qui alimente et pérennise avec la présence "du sceau de l'école" les inégalités et les fractures sociales. Celui-ci permet de par des jeux de signatures et de SCI ou des dons de son vivant en nu propriété de pérenniser à ces droits les plus fortunés la tranche d'imposition marginale supérieure. Un tel mécanisme entraîne de génération en génération les fractures sociales qui donc auto-entretiennent une affection négative à la réalisation

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 7

Session : 2025

Emplacement  
QR Code

Épreuve de :

ESH - ESSEC - HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

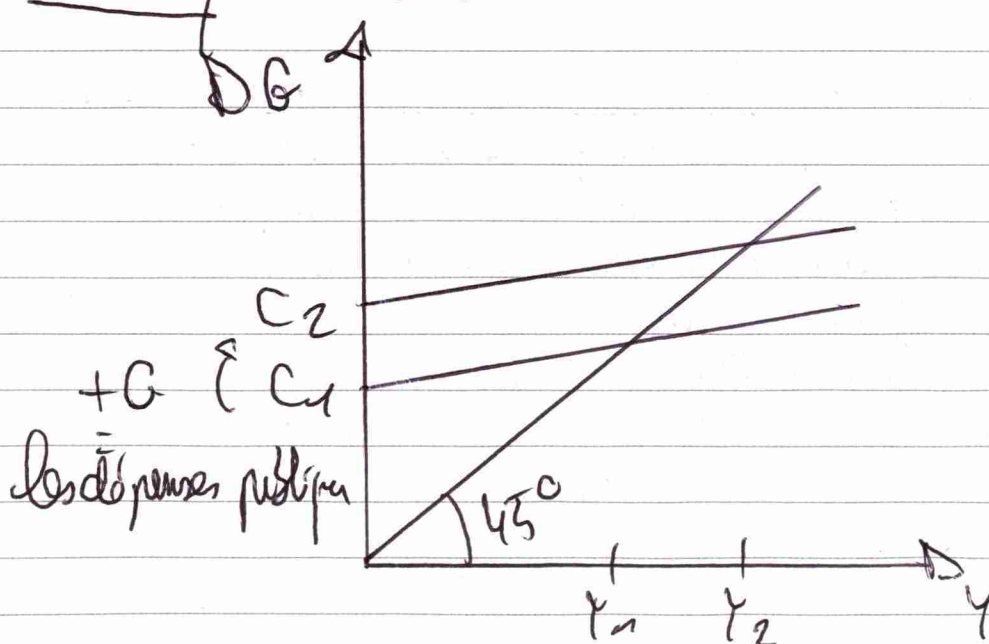
## des déséquilibres économiques

Les fractures sociales affectent négativement les équilibres économiques publics et privés en étant des freins au bon fonctionnement des marchés et en représentant un coût. Cependant les déséquilibres qui entraînent ces fractures sont des possibilités d'équilibres. En effet, les fractures sociales appellent via le biais des inégalités à des politiques publiques pouvant permettre le retour à l'équilibre de certaines données macroéconomiques ou de certains marchés. De plus la simple présence de fractures sociales peut être une charge plus qu'un fardeau par la réalisation de cette tâche ou elle peut pousser à l'efficacité ou l'innovation pour se débarrasser d'une situation socialement intolérable. Enfin, l'existence de fractures sociales peut même être la condition sine qua non à la réalisation victorieuse de politiques en quête d'équilibre économique.

La présence de fractures sociales incite à la volonté de les faire disparaître. Des politiques de rééquilibrage sont mises en place pour corriger cette situation socialement inoptimal. On s'avère que les politiques qui œuvrent pour l'égalité sociale peuvent être d'une très grande efficacité économique. Surtout dans l'Amérique habite dans le statisthan montre que les mauvais choix d'orientation des jeunes étudiants masculins et des jeunes filles, dans les zones géographiques ou les résultats scolaires sont sans comme le statisthan, qui sont souvent empêchés de se tourner vers des carrières d'innovations ou scientifiques diminue d'un tiers le nombre de dépôts de brevets en France. Il y a donc, surtout dans le contexte actuel du retard des gains de productivité de la France par rapport aux Etats Unis une possibilité de combler ce déficit de dépôt de brevets et sans date d'expiration les 800 milliards d'euros demandés par Inghi dans son rapport sur la future de la compétitivité sur 5 ans. La réécriture du déséquilibre provoqué par la présence de fractures sociales permet donc à rebours de combler d'autres déséquilibres. Les fractures sociales affectent donc de façon positive la réalisation de équilibres économiques.

La présence de fractures sociales peut paradoxalement contribuer à un enrichissement d'une société capitaliste. En ce sens les fractures affectent positivement les équilibres publics (car elles permettent une hausse des emplois - mécanisation et débranchement - par exemple) mais aussi celles privées (hausse de la VA). En effet si la fracture sociale se caractérise par une grande quantité d'emplois précaires cela peut profiter à l'intérêt général. C'est en cela que Céline Antonin montre dans sa lettre au CPD - Le modèle Allemand en Daulphinais : fatigue passagère ou affection profonde ? - que les mini jobs en Allemagne sont un franc succès. Ici la présence et perméabilisation de fractures sociales, s'accompagne d'un sentiment de "disqualification sociale" comme l'on l'a vu chez Foucault et Castel dans les années 1980 contribue à dégrader des recettes par les entreprises privées et l'Etat.

L'existence de fractures sociales, la perméabilisation de classes sociales (plus au sens wébérien que Marxiste du terme) est même la condition de succès de beaucoup si ce n'est toutes les politiques de relance. D'après la Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie (1936) (Chapitre 8) partiel C, la propension marginale à consommer dépend du revenu, elle décroît avec le revenu. C'est donc cette propension qui est fonction d'une part des inégalités sociales et économiques et de l'autre de  $Y$  car  $C = c_1 + c_2$  chez Keynes. La présence de fractures sociales rend possible le modèle de Samuelson et sa cause à 45 degrés pour dans l'économie en 1946.



La hausse non  $G$  de  $C_1$  à  $C_2$  dépend de  $c$  qui dépend du nombre de personnes à faibles revenus ayant un fort  $c$ , qui donc dépend de la fracture sociale.

Les fractures sociales affectent donc négativement à court terme la réalisation des équilibres économiques mais leur présence crée une brèche à la réalisation victorieuse et efficace de l'équilibre économique et social global.

